

Association pour la Fondation Europa : des chrétiens s'engagent auprès des institutions européennes

Article rédigé par *Décryptage*, le 24 mars 2006

Bruxelles.— Recevant le 21 mars les représentants du Saint-Siège auprès des institutions internationales, Benoît XVI rappelait la contribution fondamentale de l'Église "au respect des droits de l'homme et du bien commun, et par conséquent, à l'authentique liberté et à la justice".

Le Saint-Siège est représenté auprès de seize organisations internationales. Mais des laïcs interviennent également dans le champ de leurs responsabilités politiques, avec leur liberté propre, au sein des institutions internationales. Depuis le 22 mars, une organisation catholique indépendante de laïcs chrétiens appuiera le point de vue de l'Église auprès des institutions européennes : l'association pour la Fondation Europa.

Créé par le Centro Europeo di studi su Popolazione, Ambiente e Sviluppo (Milan) et la Fondation de service politique (Paris), ce nouvel organisme est directement issu de la mobilisation des catholiques européens – associations et parlementaires — qui ont agi en faveur de la reconnaissance de l'héritage chrétien dans les textes fondateurs de l'Union européenne. Sa naissance a été officialisée lors d'une conférence de presse au Parlement européen de Bruxelles, sous la présidence de Mario Mauro, vice-président du parlement (photo).

L'objectif de la Fondation Europa est de promouvoir une Europe communauté de cultures, a expliqué Giorgio Salina, son président. Toutes les cultures doivent y être respectées, défendues et promues, quelles que soient leur étendue. Mais dans les enceintes publiques où des organisations philosophiques ou religieuses d'inspiration marxiste, islamique ou athée militante ont droit de cité, il ne peut pas y avoir de doute que doit être également respectée, défendue et promue la culture qui, avec toutes les autres, mais sans doute plus que toutes, a contribué à faire de l'Europe un "phare de civilisation", malgré les erreurs commises : la culture chrétienne.

Cet engagement repose sur une conviction : la vérité sur l'homme, sur la vie et sur la création ne peut pas être établie à partir de majorités, quelles qu'elles soient. C'est pour cette raison que toute décision politique démocratique doit respecter profondément les cultures. Cela fait partie des droits fondamentaux, qu'aucune autorité ne peut conférer à l'homme, mais que les institutions internationales doivent reconnaître comme ontologiques, et qu'elles doivent donc garantir.

Le refus de la reconnaissance de l'héritage chrétien dans le projet de Constitution a servi de révélateur. Il n'y a pas de doute que l'Europe traverse une crise profonde, une crise institutionnelle qui est la conséquence d'une crise de confiance et d'identité. Le scepticisme des citoyens et des peuples à l'égard des institutions communautaires en est un symptôme, mais il n'est pas le seul : les conflits entre les différentes institutions de l'Union, l'absence d'unité sur la scène internationale prouvent également la faiblesse du projet européen. Ce serait une grave erreur d'ignorer le malaise diffus lié au rejet, par des votes successifs, des traditions, de l'histoire et de la "conscience" européennes, c'est-à-dire des cultures populaires et du patrimoine séculaire de l'Europe.

Pour relancer l'idéal des Pères fondateurs, les dirigeants de la Fondation Europa entendent poursuivre l'effort de tous les Européens qui se sont engagés pour que l'Europe ne se limite pas à une zone de libre échange. Ils agiront en faveur de l'unité des pays membres dans le respect authentique des identités et des spécificités nationales, et de telle sorte que les "acquis communautaires" soient limités à l'essentiel, conformément au principe de subsidiarité.

La stratégie de la Fondation Europa

L'association pour la Fondation Europa est une oeuvre de laïcs chrétiens indépendants, qui agit sans lien hiérarchique avec l'épiscopat européen. Elle travaille à promouvoir et faire respecter ses valeurs, qui se reconnaissent dans l'enseignement de l'Église catholique, auprès des institutions européennes (Parlement, Commission, Conseil...), dans l'esprit du Manifeste de Bruxelles, proclamé au Parlement européen le 3 avril 2003.

Il s'agit de rendre visible la présence et l'engagement des catholiques au sein de ces institutions pour que, d'une manière démocratique, leur position soit accueillie et prise en compte dans toutes les décisions.

Précisément, l'association a pour objectifs de promouvoir et de faire respecter la dignité de l'homme et ses droits, comme principes fondateurs de l'Europe, et de réaliser cette promotion dans tous les domaines et tous les stades de la vie des citoyens de l'Union (enfance, jeunesse, vieillesse, vie professionnelle, vie familiale, vie culturelle, vie économique...).

Pour réaliser ces objectifs, l'Association mettra tout en œuvre pour obtenir rapidement l'agrément du Parlement européen afin d'officialiser sa présence et intervenir dans les auditions publiques.

- Elle constituera un réseau de spécialistes et d'experts disposés à collaborer pour l'approfondissement scientifique des sujets en débat à l'attention des institutions européennes.
- Elle suivra les communications et les projets de rapports de l'Union européenne concernant directement et indirectement la dignité de l'homme et ses droits, dans le but de proposer un soutien ou des amendements aux textes proposés.
- Elle constituera un réseau d'associations fidèles aux valeurs qui ont nourri notre histoire européenne commune et sur lesquelles l'Union peut se fonder pour construire son avenir.
- Elle organisera des colloques ou toutes autres activités afin d'informer et de former les membres de ce réseau, au Parlement européen ou dans les pays membres.

À Rome le 21 mars, Benoît XVI évoquait la justice des relations entre les États et au sein des États, quand ceux-ci respectent la vérité. "Quand, par contre, la vérité est bafouée, regrettait le Saint-Père, la paix est menacée, le droit est alors logiquement compromis et se déclenchent les injustices". C'est souvent dans ce cadre, et "à travers les difficultés et les incompréhensions" que les laïcs chrétiens, comme les diplomates du Saint-Siège, doivent "participer pleinement à la responsabilité prophétique de l'Église, qui veut continuer à faire entendre sa voix en défense de l'homme, même quand la politique des États ou la majorité de l'opinion publique est contraire".

"En effet, poursuivait le Pape, la vérité puise sa force en elle-même et non dans la quantité de consensus reçus."

Pour en savoir plus • Centro Europeo di studi su Popolazione, Ambiente e Sviluppo : www.cespas.org

- Fondation de service politique : <http://www.libertepolitique.com/public/fondation/>

Le bureau de l'association pour la Fondation Europa :

- Président : Giorgia SALINA (Milan)
- Vice-Président : Philippe de SAINT GERMAIN (Paris)
- Secrétaire : Élisabeth MONTFORT (Paris)
- Trésorier : Cesare COCCIA (Milan)

L'association sera représentée à Paris, Milan et Bruxelles. Elle compte actuellement des relais en Pologne (Varsovie) et en Espagne (Barcelone), avec les représentants locaux de la Convention des chrétiens pour l'Europe.

- Le communiqué italien du Cespas : "Battezzata" la lobby cristiana alla UE
- D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage

•

